Conférence annuelle des responsables des services centraux, déconcentrés et extérieurs du MINFI 2016

Rapport des travaux Sectoriels de la Direction Générale des Impôts

Dans le cadre des travaux de la présente conférence, les responsables des services fiscaux ont tenu le 04 février 2016 leur réunion sectorielle sous la présidence effective de **M. Modeste MOPA FATOING, Directeur Général des Impôts**.

Ces travaux se sont articulés autour d'un exposé sur le « **rôle de l'Administration fiscale dans l'accélération de l'émergence et la mise en place d'une administration d'excellence au Ministère des Finances** ».

Il est apparu que la DGI devra, au-delà de ses importants acquis, se positionner davantage comme un maillon central de l'accélération de l'émergence, tant en ce qui concerne la mobilisation des ressources que l'amélioration de la qualité de service offert aux usagers.

I- EN CE QUI CONCERNE L'ACCROISSEMENT DE LA MOBILISATION DES RESSOURCES FISCALES

A- Les acquis

Au terme de l'exercice 2015, la DGI a mobilisé 1.709,4 milliards de recettes, pour un objectif de 1 605 milliards.

S'agissant particulièrement des recettes fiscales non pétrolières, la DGI a mobilisé 1537,4 milliards, sur un objectif de 1404 milliards, soit un taux de réalisation de l'objectif de 110%. Ces réalisations sont sous-tendues par les importantes réformes de politique et d'administration fiscale qui constituent à ce jour des acquis dont les principaux axes se déclinent comme suit :

- Un système fiscal plus équitable, grâce à la réforme de la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés et la rationalisation des acomptes, précomptes et minima de perception ;
- Des impôts et taxes plus performants grâce à une réforme des modalités d'imposition de la TVA et des droits d'accises ;

- Une plus grande sécurisation des modalités de perception des impôts indirects notamment la TSPP
- Une assiette fiscale plus large grâce à la réforme du fichier des contribuables et des base d'imposition ;
- La réorganisation de la DGE et des CIME qui a permis une meilleure administration des risques.

Les performances ci-dessus consolident le taux de pression fiscale qui se situe dorénavant à 15,5% contre 13% il y a moins de trois ans. Toutefois, pour tendre vers l'émergence et sur la base des standards reconnus en la matière, l'administration fiscale devra viser un taux de pression fiscale de l'ordre de 20%. Pour y arriver, elle compte s'appuyer sur une stratégie résumée dans les perspectives ci-après.

B. Les perspectives

- **En matière de politique fiscale,** la stratégie devra consister en :
 - l'amélioration de l'apport des recettes fiscales issues des ressources naturelles et agricoles qui contribuent pour une grande part dans le PIB (environ 30%) mais restent insuffisamment fiscalisées ;
 - l'amélioration de la contribution du secteur foncier aux recettes fiscales ;
 - la rationalisation des dépenses fiscales à travers la mise en place d'un système d'évaluation pertinent de celles-ci ;
 - le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales internationales
- **En matière d'administration fiscale, il s'agira de :**
 - la poursuite de la réforme de la réorganisation des services pour une meilleure gestion des risques ;
 - la finalisation de la réforme de l'Identifiant unique biométrique pour mieux encadrer les activités informelles;
 - la poursuite du projet d'acquisition d'un progiciel intégré de gestion des impôts et taxes ;
 - la poursuite de la dématérialisation des moyens de paiement des impôts et taxes;
 - le renforcement de la relation Impôts-Douane à travers l'opérationnalisation de la plate-forme de partage des données « FUSION » et la conclusion avec cette administration d'un protocole de collaboration.

II- S'AGISSANT DE L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE SERVICE

L'objectif recherché ici est de faciliter aux opérateurs économiques l'accomplissement de leurs obligations déclaratives et de paiement tout en diminuant le coût de la discipline fiscale.

A- Les acquis

Les acquis en matière d'amélioration de la qualité de service portent sur :

- L'effectivité de la télé-déclaration à la DGE et dans les Centres des Impôts des Moyennes Entreprises (CIME) ;
- La généralisation du paiement par virement bancaire ;
- La mise en œuvre du *Mobile payment* pour la taxe foncière ;
- La réduction du nombre d'imprimés fiscaux ;
- La consécration d'un document unique attestant de la situation fiscale du contribuable (attestation de non redevance);
- La mise en œuvre de la déclaration préremplie en matière de taxe foncière ;
- La simplification des modalités de prélèvement du droit de timbre d'aéroport;
- La consécration du virement unique pour le paiement de divers impôts et taxes dus par un contribuable ;
- La simplification des modalités de délivrance des quittances ;
- la gratuité de la carte de contribuable, la prorogation à 10 ans de sa durée de validité et la large déconcentration des postes de délivrance de ladite carte ;
- la consécration de l'exonération de la patente au titre des deux (02) premières années d'activité des entreprises nouvelles.

B- Les perspectives

La stratégie en matière d'amélioration de la qualité de service reposera sur :

- l'extension de la télé-déclaration aux transactions immobilières et à la commande publique ;
- la mise en place d'un système de télédéclaration par téléphone portable pour les petites et micro entreprises ;
- l'extension de la déclaration pré-remplie de taxe foncière dans les autres Chefs lieux de régions, après Yaoundé et Douala en 2015 ;
- le renforcement du rôle des CGA dans la sensibilisation et l'accompagnement des PME ;
- l'automatisation de la délivrance de l'attestation de non redevance ;
- l'amélioration de la fluidité et de la célérité dans la validation et le remboursement des crédits de TVA;
- la rationalisation des programmes d'intervention des services fiscaux au sein des entreprises ;
- l'amélioration du cadre d'accueil des contribuables dans les services opérationnels ;
- la dématérialisation du paiement des impôts et taxes, notamment le droit de timbre automobile, les tickets de péage, les titres de patente, de licence et le timbre figurine ;
- la conduite des concertations avec les institutions bancaires afin de réduire le coût des transactions liées au paiement des impôts et taxes ;
- L'assainissement de l'environnement des édifices abritant les services fiscaux afin de lutter contre le phénomène des intermédiaires et démarcheurs ;
- le renforcement de la lutte contre les mauvaises pratiques préjudiciables à une mobilisation optimale des ressources ;
- le renforcement du dialogue et de la concertation avec le secteur privé.